

NIGÉRIE

La répression ne faiblit pas à la veille de la visite du pape

Index FI : AFR 44/07/98

Alors même que le pape est attendu en visite officielle au Nigéria à la fin de cette semaine, des militants des droits humains et des journalistes ne cessent d'être interpellés et brutalisés sans la moindre retenue, a déclaré ce jour (vendredi 20 mars) Amnesty International.

« Même la visite imminente du pape n'a pas suffi à empêcher les autorités nigériennes de continuer à réprimer violemment l'expression de toute dissidence dans le pays, a souligné l'Organisation. « En persistant à arrêter et à intimider des personnes uniquement parce qu'elles ont participé à des séminaires ou à des manifestations, alors que le Nigéria est le point de mire des médias, le gouvernement envoie un message limpide à la population : malgré le processus de "transition vers un régime démocratique" qu'elles affirment avoir engagé, les autorités ne tolèrent toujours pas que soient exercées les libertés fondamentales. »

Le pape Jean-Paul II célébrera une messe en plein air et rencontrera le chef de l'État, le général Sani Abacha, lors de la visite qu'il effectuera dans ce pays du 21 au 23 mars, afin d'y bénir un moine nigérian.

Le 18 mars, l'avocat Femi Falana a été relâché au terme de six jours de détention. Ce défenseur des droits humains et Joë Ajero, correspondant du journal indépendant Vanguard, spécialiste du monde du travail, faisaient partie d'un groupe de personnes détenues sans inculpation depuis le 12 mars pour avoir assisté à un séminaire sur le droit du travail à Ilorin, dans l'État de Kwara.

Le 3 mars, un autre défenseur des droits humains de premier plan, l'avocat Olisa Agbakoba, a été battu et frappé au visage à coups de crosse de fusil par la police, alors qu'il tentait de négocier avec des membres des forces de l'ordre. Il a été incarcéré pendant deux jours et inculpé de trouble à l'ordre public, en compagnie d'une trentaine d'autres personnes, pour avoir organisé une marche en faveur de la démocratie à Lagos, en réponse à un rassemblement pro-gouvernemental ayant lieu le même jour dans la nouvelle capitale fédérale, Abuja.

Olisa Agbakoba et Femi Falana ont joué un rôle important en tant qu'avocats de la défense, lors des procès à l'issue desquels neuf militants membres de la minorité ogoni, dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa, furent exécutés, en novembre 1995.

Des représentants du gouvernement ont mis en garde les journalistes, priés de n'échafauder aucune hypothèse sur le procès secret et manifestement inique qui s'est ouvert le 14 février. Cette affaire met en cause le numéro deux du régime, le général Oladipo Diya, et 25 autres personnes, tous accusés de trahison. Depuis que les militaires ont renversé, en 1993, le dernier gouvernement civil démocratiquement élu, pas loin de 90 personnes ont été exécutées au terme de procès manifestement inéquitables, motivés par des considérations politiques. Dans le cas présent, Amnesty International a exhorté le gouvernement nigérian à ne pas recourir à la peine capitale. Les autorités militaires ont ouvertement menacé les représentants de la presse en leur faisant comprendre qu'ils s'exposaient au même sort que quatre journalistes – trois hommes, Kunle Ajibade, George Mbah et Ben Charles Obi, et une femme, Chris Anyanwu – purgeant actuellement des peines de quinze ans d'emprisonnement pour avoir recensé les graves dénis de justice qui avaient entaché les dernières affaires de trahison portées devant le Tribunal militaire spécial en 1995.

Amnesty International appelle le gouvernement nigérian à libérer immédiatement et sans condition

tous les prisonniers d'opinion et à mettre un terme sans délai aux violations répétées des droits de la personne humaine commises dans le pays.

Informations générales

À la suite de la mort en détention, en décembre 1997, du général de division en retraite Shghu Musa Yar'Adua, ancien chef d'État adjoint, et d'un autre prisonnier d'opinion, le sergent-chef Patrick Usikokpo, Amnesty International a appelé les autorités à dispenser de toute urgence les soins nécessaires à certaines des personnes incarcérées pour trahison en 1995, ainsi qu'aux autres prisonniers d'opinion détenus dans des conditions mettant leur existence en péril.

D'après les informations recueillies, l'avocat Ebun-Olu Adegboruwa, spécialiste des droits fondamentaux, a été enchaîné dans une cellule souterraine du centre de détention d'Apapa, administré à Lagos par la Directorate of Military Intelligence (DMI, Direction des renseignements militaires), où il aurait contracté la fièvre typhoïde et la galé. Il est maintenu en détention au secret, sans inculpation ni jugement, depuis novembre 1997.

Après avoir dénoncé les atteintes à l'équité qui avaient entaché les procès pour trahison de 1995, le docteur Beko Ransome-Kuti et Shghu Sani, respectivement président et vice-président du collectif de l'opposition nigériane Campaign for Democracy (CD, Campagne pour la démocratie), ont été eux-mêmes condamnés à quinze ans d'emprisonnement par le Tribunal militaire spécial. Tous deux ont dû récemment être hospitalisés d'urgence, leur état de santé s'étant dégradé de manière alarmante dans les prisons où ils étaient incarcérés, loin de leurs familles.